Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
23 OCT. 1951
Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 21 septembre 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "coordonnant et modifiant les dispositions des arrêtés royaux des 10 octobre 1923, 26 juillet 1929 et 15 juin 1937 relatifs à l'application de la loi du 14 juin 1921 instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures dans les hôtels, restaurants et débits de boissons", a donné en sa séance du 2 octobre 1951 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 21e September 1951 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot ordening en wijziging van de bepalingen der koninklijke besluiten van 10 October 1923, 26 Juli 1929 en 15 Juni 1937 betreffende de toepassing van de wet van 14 Juni 1921 tot invoering van de achturendag en de acht-en-veertigurenweek in de hotels, spijshuizen en drankslijterijen", heeft ter zitting van 2 October 1951 het volgend advies gegeven :

Aux termes de l'article 14 de la loi du 14 juin 1921, le Roi ne peut exercer les attributions qui lui sont conférées par les articles 1er, 2, alinéa 10, 5, alinéas 1er à 4, et par les articles 6, 8 à 11 et 27 de la même loi, qu'après avoir consulté :

1° les associations de chefs d'entreprise et de travailleurs intéressés;

2° les sections compétentes des Conseils de l'industrie et du travail;

3° le Conseil supérieur de l'hygiène publique;

4° le Conseil supérieur du travail;

5° le Conseil supérieur de l'industrie et du commerce.

Le texte de l'article implique que ces différents collèges doivent tous être consultés.

Le projet ne vise que l'avis du Conseil supérieur de l'hygiène publique; il mentionne par contre l'avis, non requis, de la Commission nationale paritaire de l'industrie hôtelière.

Il semble donc que le Gouvernement considère que la Commission nationale paritaire de l'industrie hôtelière s'est substituée aux associations de chefs d'entreprise et de travailleurs intéressés et qu'il estime que la loi du 16 août 1887 instituant le Conseil de l'industrie et du travail, a été tacitement abrogée par l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions paritaires.

.../...

Quant au Conseil supérieur du travail, créé par l'arrêté royal du 7 avril 1892, il a été remplacé par le Conseil supérieur du travail et de la prévoyance sociale, en vertu de l'arrêté royal du 8 novembre 1935. Ce dernier conseil n'a pas été dissous à l'heure actuelle.

Enfin, le Conseil supérieur de l'industrie et du commerce, créé par l'arrêté royal du 6 juillet 1890, a été réorganisé par l'arrêté royal du 15 janvier 1896 et n'est pas dissous à l'heure actuelle.

Si la consultation de ces organismes est devenue impossible, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y aurait lieu de mettre la législation en concordance avec le fait.

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

ARRETE ROYAL RELATIF A L'APPLICATION DANS LES HOTELS, RESTAURANTS ET DEBITS DE BOISSONS, DE LA LOI DU 14 JUIN 1921 INSTITUANT LA JOURNEE DE HUIT HEURES ET LA SEMAINE DE QUARANTE-HUIT HEURES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi sur le travail des femmes et des enfants, coordonnée par l'arrêté royal du 28 février 1919, notamment l'article 6 et les articles 11 et 15 modifiés par la loi du 14 juin 1921;

Vu la loi du 14 juin 1921 instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures, notamment les articles 2, 5, 6, 8, 13, 14 et 16;

Vu l'avis de la Commission nationale paritaire de l'industrie hôtelière;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'hygiène publique;

...(voir observation ci-dessus)...

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

La loi du 14 juin 1921 instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures est applicable aux hôtels, restaurants et débits de boissons.

Article 2.-

Sont considérés comme investis d'un poste de confiance et échappent comme tels à l'application de la loi :

.../...

1° les maîtres d'hôtels qualifiés, pour autant qu'ils ne participent pas au partage du tronc et qu'ils ne soient pas astreints à un service de garçon, c'est-à-dire pour autant qu'ils ne participent pas effectivement et régulièrement au service par la prise de la commande, la composition du repas, la préparation ou le découpage des mets, la recommandation des vins, et qu'ils aient le droit d'embaucher ou de congédier le personnel sans l'intervention de l'employeur;

2° le chef de cuisine ayant sous ses ordres une brigade minimum de trois hommes, à l'exception des apprentis;

3° l'économe en chef;

4° la gouvernante principale et la caissière principale;

5° la gouvernante d'étage qualifiée, ayant au moins sept femmes de chambre sous ses ordres ou trente chambres à desservir, payée par la maison et ne faisant pas le service de femme de chambre;

6° les portiers.

Article 3.-

Les chefs d'entreprise peuvent faire usage des tempéraments ci-après :

1° la durée du travail effectif du personnel travaillant au pourboire pourra excéder les limites normales fixées par l'article 2 de la loi du 14 juin 1921, à condition de ne pas dépasser cinquante-quatre heures par semaine et douze heures par jour et de donner droit à une journée entière de congé par semaine;

2° la durée du travail effectif du personnel qui n'est pas payé au pourboire pourra excéder les limites normales fixées par l'article 2 de la loi du 14 juin 1921, de cinquante heures par an, avec un maximum de cinq heures supplémentaires par semaine.

Article 4.-

Les limites du travail fixées par l'article 8, alinéa 1er, de la loi du 14 juin 1921, ne sont pas applicables dans les hôtels, restaurants et débits de boissons. Toutefois, une interruption continue de dix heures doit être garantie entre la cessation et la reprise du travail et le personnel ne peut être occupé qu'à des travaux concernant sa profession.

Article 5.-

Les dérogations suivantes au principe de l'interdiction du travail de nuit sont accordées aux femmes majeures, à la condition qu'un intervalle de onze heures soit observé entre la cessation et la reprise du travail :

1° le travail des serveuses peut être prolongé jusqu'à minuit, à condition qu'il leur soit accordé au cours de la journée un repos de quatre ou cinq heures suivant qu'elles sont ou non nourries dans la maison;

2° le travail du personnel féminin investi d'un poste de confiance conformément à l'article 2, ainsi que celui des caissières, peut être prolongé jusqu'à une heure du matin;

.../...

3° le travail d'une femme de chambre sur cinq, avec minimum d'une femme de chambre par établissement, peut être prolongé jusqu'à minuit;

4° le travail des femmes préposées aux vestiaires et aux lavabos peut être prolongé jusqu'à minuit, à condition de ne pas dépasser huit heures de travail par jour;

5° sept jours par an, toutes les femmes ordinairement employées dans l'établissement peuvent être occupées au travail entre dix heures du soir et cinq heures du matin. Les chefs d'entreprise qui font usage de cette faculté doivent en informer soit individuellement, soit collectivement, l'inspecteur social, chef de district, au moins quarante-huit heures à l'avance. Les heures de travail effectuées après 23 heures, en vertu de cette disposition, par le personnel qui n'est pas payé au pourboire, donneront droit à un sursalaire de 100 p.c.

Article 6.-

Le régime dérogatoire suivant pourra être appliqué au personnel des hôtels, restaurants et débits de boissons, situés dans les stations balnéaires et climatiques :

1° du 1er au 30 juin et du 1er au 30 septembre, la durée du travail effectif du personnel occupé peut atteindre cinquante-deux heures par semaine, à répartir inégalement sur les sept jours de la semaine, à la condition de ne pas dépasser dix heures par jour;

.../...

2° du 1er juillet au 31 août, la durée du travail effectif du même personnel peut atteindre soixante heures par semaine, à répartir inégalement sur les sept jours de la semaine, à la condition de ne pas dépasser onze heures par jour sans préjudice de l'article 6 de la loi sur le travail des femmes et des enfants;

3° sans préjudice de l'article 5 du présent arrêté, le travail du personnel féminin majeur peut être prolongé jusqu'à minuit, à raison de soixante jours par an, à condition qu'un intervalle de onze heures soit observé entre la cessation et la reprise du travail.

Le chef d'entreprise qui fait usage des dérogations qui précèdent, est tenu de mentionner jour par jour et par travailleur, dans un registre spécial, les heures de travail réellement effectuées.

Ce registre est tenu à la disposition des fonctionnaires chargés du contrôle.

Article 7.-

Sont considérées comme stations balnéaires au sens de l'article 6, les localités qui ne sont pas situées à plus de cinq kilomètres de la côte.

Sont considérées comme stations climatiques au sens du même article, les localités qui remplissent au moins deux des conditions suivantes :

.../...

1° les localités où la plupart des hôtels sont fermés pendant au moins six mois par an;

2° les localités où le nombre de résidents augmente dans de notables proportions à certaines époques de l'année;

3° les localités où le personnel engagé dans l'industrie hôtelière augmente dans de fortes proportions à certaines époques de l'année.

Article 8.-

Sont abrogés :

l'arrêté royal du 10 octobre 1923 étendant l'application de la loi du 14 juin 1921, instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures, aux hôtels, restaurants et débits de boissons, et les arrêtés royaux des 26 juillet 1929 et 15 juin 1937 qui l'ont modifié.

Article 9.-

Notre Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Luidens artikel 14 van de wet van 14 Juni 1921 kan de Koning de bevoegdheid, hem verleend bij de artikelen 1, 2, tiende lid, 5, eerste lid tot vierde lid, en bij de artikelen 6, 8 tot 11 en 27 van dezelfde wet, eerst dan uitoefenen nadat hij het advies heeft ingewonnen van :

1° de verenigingen der betrokken bedrijfshoofden en arbeiders;
2° de bevoegde afdelingen van Nijverheids- en Arbeidsraden;
3° de Hoge Gezondheidsraad;
4° de Hoge Arbeidsraad;
5° de Hoge Raad voor nijverheid en handel.

De tekst van het artikel impliceert dat het advies van al die verschillende colleges moet worden gevraagd.

Het ontwerp verwijst alleen naar het advies van de Hoge Gezondheidsraad; daarentegen vermeldt het het advies van het Nationaal Paritair Comité van het hotelbedrijf, hoewel dit niet vereist is.

De Regering schijnt dus de mening toegedaan te zijn dat het Nationaal Paritair Comité van het hotelbedrijf in de plaats is getreden van de verenigingen der betrokken bedrijfshoofden en arbeiders, en dat de wet van 16 Augustus 1887 tot instelling van de Nijverheids- en Arbeidsraad impliciet opgeheven is bij de besluitwet van 9 Juni 1945 tot vaststelling van het statuut der paritaire commissies.

.../...

Wat de bij koninklijk besluit van 7 April 1892 ingestelde Hoge Raad van arbeid betreft, hij werd krachtens het koninklijk besluit van 8 November 1935 door de Hoge Raad voor arbeid en sociale voorzorg vervangen. Deze laatstgenoemde raad is thans nog niet ontbonden.

De Hoge Raad voor handel en nijverheid, bij koninklijk besluit van 6 Juli 1890 opgericht, werd tenslotte bij koninklijk besluit van 15 Januari 1896 gereorganiseerd en is thans evenmin ontbonden.

Zo het onmogelijk geworden is het advies van deze organismen in te winnen, dan is de Raad van State van oordeel dat de wetgeving met de feiten in overeenstemming moet worden gebracht.

Voor het overige stelt de Raad van State voor, een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE TOEPASSING IN DE HOTELS, SPIJSHUIZEN EN DRANKSLIJTERIJEN, VAN DE WET VAN 14 JUNI 1921 TOT INVOERING VAN DE ACHTURENDAG EN VAN DE ACHT-EN-VEERTIGURENWEEK.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet betreffende de vrouwen- en kinderenarbeid, samengeordend bij koninklijk besluit van 28 Februari 1919, namelijk op artikel 6 en op de artikelen 11 en 15 die bij de wet van 14 Juni 1921 zijn gewijzigd;

.../...

Gelet op de wet van 14 Juni 1921 tot invoering van de achturendag en van de acht-en-veertigurenweek, namelijk op de artikelen 2, 5, 6, 8, 13, 14 en 16;

Gelet op het advies van het Nationaal Paritair Comité van het hotelbedrijf;

Gelet op het advies van de Hoge Gezondheidsraad;

... (zie opmerking hierboven) ...

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

De wet van 14 Juni 1921 tot invoering van de achturendag en van de acht-en-veertigurenweek is op de hotels, spijshuizen en drankslijterijen toepasselijk.

Artikel 2.-

Worden geacht met een vertrouwenspost te zijn belast en vallen derhalve niet onder de toepassing der wet :

1° de gequalificeerde oberkellners, zover zij bij de fooienverdeling niet in aanmerking komen en geen kellnerdienst verrichten, dat wil zeggen zover zij niet werkelijk en regelmatig deelnemen aan de dienst

.../...

door het opnemen van de bestelling, het samenstellen van het eetmaal, het bereiden of het voorsnijden der gerechten, het aanbevelen van wijn,en zij het recht hebben zonder tussenkomst van de werkgever personeel in dienst te nemen of af te danken;

2° de opperkok die het bevel heeft over een ploeg van minstens drie man, leerjongens uitgezonderd;

3° de hoofdeconoom;

4° de hoofdgouvernante en de eerste kashoudster ;

5° de gequalificeerde bovengouvernante die door het huis betaald wordt, geen kamermeisjesdienst verricht en het bevel heeft over minstens zeven kamermeisjes of een dienst van minstens dertig kamers;

6° de portiers.

Artikel 3.-

De bedrijfshoofden mogen van de volgende verzachtingen gebruik maken:

1° de duur van de werkelijke arbeid van het personeel dat onder het fooienstelsel werkt, mag de bij artikel 2 van de wet van 14 Juni 1921 bepaalde normale perken overschrijden, mits niet meer te bedragen dan vier en vijftig uren per week en twaalf uren per dag en recht te geven op een volle dag verlof per week ;

2° de duur van de werkelijke arbeid van het personeel dat niet onder het fooienstelsel werkt, mag de bij artikel 2 van de wet van 14 Juni 1921 bepaalde normale perken overschrijden met vijftig uren 's jaars, zo echter dat ten hoogste vijf overuren per week mogen gedaan worden.

.../...

Artikel 4.-

De perken van de arbeidsduur die bij artikel 8, eerste lid, van de wet van 14 Juni 1921 zijn bepaald, gelden niet voor hotels, spijshuizen en drankslijterijen. Echter moet een doorlopende onderbreking van tien uur tussen het staken en het hervatten van het werk worden verzekerd en mag het personeel uitsluitend werk verrichten dat tot zijn beroep behoort.

Artikel 5.-

Aan de meerderjarige vrouwen worden de volgende afwijkingen van het beginsel van het verbod van nachtarbeid verleend, mits een tussentijd van elf uur tussen het staken en het hervatten van het werk wordt in acht genomen :

1° de arbeid van de kellnerinnen mag tot middernacht worden verlengd, mits hun in de dag een rusttijd van vier of vijf uur wordt verleend naargelang hun al dan niet in het huis zelf voeding wordt verstrekt;

2° de arbeid van het vrouwelijk personeel dat overeenkomstig artikel 2 met een vertrouwenspost is belast, en van de kashoudsters mag tot een uur 's morgens worden verlengd;

3° de arbeid van één kamermeisje op vijf, met minimum van één kamermeisje per inrichting, mag tot middernacht worden verlengd;

4° de arbeid van de vrouwen belast met het toezicht over kleerkamers en lavatories, mag tot middernacht worden verlengd, mits niet meer dan acht uur per dag te bedragen;

.../...

5° al de vrouwen die gewoonlijk in de inrichting arbeiden, mogen gedurende zeven dagen per jaar, tussen tien uur 's avonds en vijf uur 's morgens te werk gesteld worden. De bedrijfshoofden die van die toelating gebruik maken, moeten hetzij individueel, hetzij gezamenlijk, de sociaal-inspecteur, districtshoofd, ten minste acht en veertig uur te voren hiervan verwittigen. De werkuren krachtens deze bepaling na 23 uur gedaan door het personeel dat niet onder het fooienstelsel werkt, geven recht op een overloon van 100 t.h.

Artikel 6.-

Het volgend afwijkend stelsel mag toegepast worden op het personeel der hotels, spijshuizen en drankslijterijen, die in bad- en luchtkuurplaatsen zijn gelegen:

1° van 1 tot 30 Juni en van 1 tot 30 September mag de duur van de werkelijke arbeid van het gebezigd personeel wekelijks twee en vijftig uur bereiken, op ongelijke wijze over de zeven dagen der week te verdelen, mits tien uur per dag niet te overschrijden;

2° van 1 Juli tot 31 Augustus mag de duur van de werkelijke arbeid van hetzelfde personeel wekelijks zestig uur bereiken, op ongelijke wijze over de zeven dagen der week te verdelen, mits elf uur per dag niet te overschrijden en onverminderd artikel 6 der wet betreffende de vrouwen- en kinderenarbeid;

3° onverminderd artikel 5 van dit besluit, mag de arbeid van het meerderjarig vrouwelijk personeel zestig dagen per jaar tot middernacht worden verlengd, mits een tussentijd van elf uur tussen het staken en het hervatten van het werk wordt in acht genomen.

.../...

Het bedrijfshoofd dat van de voorgaande afwijkingen gebruik maakt, is gehouden de werkelijk gedane arbeidsuren voor iedere werknemer dag voor dag in een bijzonder register in te schrijven.

Dit register staat ter beschikking van de ambtenaren belast met de contrôle.

Artikel 7.-

Als badplaatsen in de zin van artikel 6 worden beschouwd de plaatsen die niet verder dan vijf kilometer van de kust zijn gelegen.

Als luchtkuurplaatsen in de zin van hetzelfde artikel worden beschouwd de plaatsen die aan ten minste twee van de volgende voorwaarden voldoen:

1° de plaatsen waar de meeste hotels gedurende ten minste zes maanden per jaar gesloten zijn;

2° de plaatsen waar het aantal residerenden op sommige tijdstippen van het jaar in aanzienlijke mate toeneemt;

3° de plaatsen waar het in het hotelbedrijf werkzaam personeel op sommige tijdstippen van het jaar in ruime mate toeneemt.

Artikel 8.-

Opgeheven worden :
het koninklijk besluit van 10 October 1923 waarbij de toepassing der wet van 14 Juni 1921 tot invoering van de achturendag en van de acht-en-veertigurenweek wordt uitgebreid tot de hotels, spijshuizen en drankslijterijen,

.../...

en de koninklijke besluiten van 26 Juli 1929 en 15 Juni 1937 welke het hebben gewijzigd.

Artikel 9.-

Onze Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN 'S KONIGSWEGE :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M. SOMERHAUSEN, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	A. BERNARD, F. DUCHENE,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.